

## LES RELATIONS FRANCO-CANADIENNES ACTUELLES

(à travers le journal "Le Monde")

par Jacques PORTES

Nombreuses ont été ces dernières années les manifestations des relations franco-canadiennes (ce colloque et le Centre d'Etudes Canadiennes qui l'accueille en fournissant un exemple récent et vivace) et il s'agit moins d'en faire, ici, un bilan complet que de réfléchir sur leur contenu dans les trois dernières années (1973-1974-1975). Par souci de commodité la source choisie a été Le Monde (1) qui reflète avec certaines déformations la nature de ces liens entre nos deux pays.

Dans les relations entre deux pays on doit chercher à doser l'importance des différents aspects : l'historique et le culturel (l'amitié traditionnelle de la France...), le politique (alliance, projets communs), le commercial et l'économique, le social (migrations, voyages). En étudiant le cas du Canada on ne doit pas se laisser aveugler par la vogue actuelle de ce pays en France ; ni par le succès de ce colloque et les nouvelles orientations qu'il lance.

A notre époque dominée par les problèmes économiques, surtout dans ces dernières années de crise, les relations commerciales semblent prendre le pas sur les autres et chefs d'Etat et ministres sont bien souvent les démarcheurs des industriels et des marchands de leurs pays (2). Les relations franco-canadiennes ne font pas exception et de multiples déclarations en font foi, en particulier lors des voyages successifs en France du premier ministre Trudeau en octobre 1974 et de son homologue québécois deux mois plus tard. Pour M. Chirac, les Français "se préoccupent non pas d'un Canada des rêves, mais du Canada de la réalité" (3) et M. Trudeau de lui répondre : "Et par l'histoire et par les circonstances immédiates, nous sommes conviés à une coopération grandement élargie et diversifiée" (4). Un an plus tard le nouvel ambassadeur du Canada en France, M. Gérard Pelletier, affirme avec la même conviction en présentant ses lettres de créances, que les deux pays doivent intensifier leur coopération et "l'élargir résolument aux domaines de l'économie, de la science et de la technique" (5).

Or en 1974 le Canada a été le 14ème client et le 19ème fournisseur de la France, et celle-ci les 7ème et 10ème du précédent (6). Et cette situation n'est pas nouvelle—ces chiffres étaient à peu près identiques en 1870 ou en 1900—. Le montant du commerce entre les deux pays n'atteint pas et n'a jamais dépassé 1 % de leurs échanges respectifs ; la France étant même—parmi les pays importants du Marché Commun élargi—celui qui commerce le moins avec le Canada. D'ailleurs le Canada, comme le Québec (7), cherchent à intensifier leurs échanges avec toute la C.E.E. et pas seulement avec la France, dont le gouvernement redoute peut-être à tort les sympathies américaines. Ainsi malgré de réels efforts et de nombreu-

ses déclarations d'intention, les relations commerciales restent limitées (bien que les investissements réciproques fournissent un solide point d'appui : Michelin en Nouvelle-Ecosse, les Ciments Lafarge ou l'association Alcan-Péchiney-Ugine-Kuhlmann pour la construction d'une usine d'aluminium dans la région de Marseille) ; les marchés respectifs sont mal accordés—la France n'achète guère que des matières premières ou des produits semi-finis—et 65 % du commerce français avec le Canada se fait avec le seul Québec. A cela s'ajoute que les intérêts de la "Belle Province" sont parfois divergents de ceux du Canada (8).

Aussi le commerce devrait-il être stimulé par une volonté politique, qui est justement la pierre d'achoppement des rapports entre les deux pays.

La France et les Français sont habitués à considérer les pays étrangers comme des états centralisés, et le Canada était généralement perçu, il y a encore une dizaine d'années, comme un tout. Or le Québec après 1960 se tourne vers la France pour y trouver un soutien et en 1967 le Général de Gaulle marque, avec l'éclat que l'on sait, la reconnaissance de la personnalité nationale de cette province; ce qui jette un froid bien connu entre Paris et Ottawa, alors que se codifient et se multiplient les accords directs de coopération franco-québécoise. Depuis, la tension s'est relâchée entre les deux Etats, mais sur quelles bases s'établissent ces rapports politiques ? P.E. Trudeau surveille attentivement les relations intergouvernementales du Québec et en particulier celles avec la France (9), même si celle-ci ne soutient pas ou... plus le séparatisme. Or mis à part les thèmes généraux de liberté et d'indépendance, les politiques des deux pays ont quelque difficulté à s'harmoniser. La France s'inquiète parfois de l'activité que déploie le gouvernement fédéral dans la Francophonie (ses buts sont d'ailleurs ne pas laisser place libre au Québec, mais cela remet en cause parfois la prééminence française); la volonté qu'il met à se rapprocher de la C.E.E. ne dissimule-t-elle pas des intérêts américains? Même si des apaisements ont été vite apportés, le refus de la France d'inviter Ottawa à participer à la conférence Nord-Sud à Rambouillet en novembre dernier a provoqué quelques remous. Bien sûr, la visite de P.E. Trudeau à Paris en 1974 a rapproché les deux pays, mais décidément leurs intérêts sont souvent dissemblables et il ne suffit pas de célébrer l'amitié franco-canadienne "qui fait fondre les neiges et qui a l'allégresse du cri de l'alouette"(10). Certes Paris et Québec s'entendent mieux, mais pourtant des incertitudes demeurent. L'éditorial du *Monde*, le 7 décembre 1974, se félicite qu'aient été dépassés les liens fondés sur "le passé et la communauté de culture", car un projet politique a vu le jour entre la France et le Québec. Or quel est-il? le soutien vigoureux qu'apporte le gouvernement français à la loi 22 qui organise la priorité du français au Québec. Sans doute cette politique culturelle —très discutée au Québec même— a-t-elle besoin de la France, mais n'est-elle pas un prolongement de la "communauté de culture" et d'elle

seule? Au demeurant, en octobre 1975, le gouvernement québécois s'inquiète du peu de soutien financier que la France accorde à l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse; malgré son succès, "au Québec on attend autre chose que des sourires et des cris d'admiration pour l'accent québécois"(11) et on semble craindre la substitution d'un vaste office franco-canadien au valeureux O.F.Q.J. Aussi le projet politique franco-québécois est-il assez fragile même si la coopération reste vivace et fructueuse. Jusqu'où le Québec poussera-t-il sa personnalité culturelle? Jusqu'où la France le soutiendra-t-elle en regardant du côté d'Ottawa?

La façon dont ont été reçus en 1974 MM. Trudeau et Bourassa révèle le balancement de la politique française. Renouer avec Ottawa (depuis, de nombreuses visites ministérielles ont eu lieu) mais marquer le caractère privilégié du Québec en recevant son premier ministre au conseil des ministres. Entre les deux la marge reste étroite. Les positions du *Monde* sont conformes à ces données; A. Fontaine, parlant en 1972, du fédéralisme canadien ne cache pas sa sympathie envers le système et le portrait de P.E.Trudeau est toujours assez favorable; par contre, le Québec attire énormément (12) et dans ces conditions il n'est pas difficile d'éveiller les susceptibilités.

Alors dans ces trois dernières années il ne reste de ferme que le domaine des relations culturelles et universitaires. On peut en effet éliminer les problèmes d'émigration qui concernent bien peu de monde (13). Là les choses vont pour le mieux comme en témoignent, outre les accords gouvernementaux, la multiplicité des expositions, films, vedettes, livres canadiens (ou plutôt québécois) présentés en France, et réciproquement (14), ou même l'ouverture récente d'un restaurant "La Maison Québécoise" à Paris. Il est incontestable que certains milieux français sont extrêmement favorables envers tout ce qui est canadien... ou plutôt québécois. Ainsi J.Platier affirme que l'Académie Goncourt (en visite au Québec) "a plus encore à recevoir du Canada français qu'à lui donner"(15); ou J.Cellard qui vante, sans désespérer, les qualités de la langue du Québec et sa richesse (même s'il réprovoque les excès du "joual").

Pourtant il faut nuancer; les choses ne sont pas perçues de la même façon à Québec. On ne se satisfait pas de cette adoration, et les réactions sont vives contre l'impérialisme culturel de la France; les Goncourt (ce n'est pas le meilleur exemple) ont été les témoins, sinon les victimes de cette attitude. Elle provient d'une partie de l'intelligentsia du Québec dont certains membres sont parfois les premiers à chercher dans le public français un écho à leurs oeuvres et à leurs révoltes.

Ainsi ce tableau des relations récentes laisse perplexe; les données n'étaient guère différentes vers 1870; faiblesse de l'économie, difficultés de la politique, ambiguïté du culturel malgré son intensité; et pourtant elles tournent au

rythme des retrouvailles et des brouilles. Les deux pays sont-ils trop ou pas assez étrangers l'un à l'autre? On peut donc faire sienne cette conclusion "Décidément les relations franco-canadiennes constituent un cas d'espèce" (16).

## NOTES

- (1) *Bon an mal an une soixantaine d'articles ou de dépêches paraissent au sujet du Canada; soit environ un par semaine (si on élimine les numéros spéciaux financés par le gouvernement du Québec). Plus de la moitié se situent dans les domaines politiques et culturels, ce qui correspond à la nature du journal mais aussi à une certaine réalité.*
- (2) *La chose était pourtant la même vers 1850, quand ont eu lieu les "premières retrouvailles franco-canadiennes". Cf. ma thèse de 3e cycle, Université de Paris I, 1974.*
- (3) *Le Monde, 23 octobre 1974.*
- (4) *Ibid.*
- (5) *Le Monde, 18 décembre 1975.*
- (6) *Ibid, 2 décembre 1975; à l'occasion de la visite en France de D. Jamieson, Ministre du commerce, Le Monde se pose cette question justifiée: "Le Canada et la France peuvent-ils développer leurs échanges"?*
- (7) *14-15 avril 1974, interview de R. Bourassa qui désire que la France influe au sein de la C.E.E. pour obtenir au Québec capitaux et investissements qui appuieront la technologie française.*
- (8) *Comme le prouve le rejet du projet de construction d'une usine d'enrichissement d'uranium franco-québécoise, dans la Baie James.*
- (9) *21 octobre 1974, interview de P.E. Trudeau par Michel Tatu.*
- (10) *Discours de V. Giscard d'Estaing le 21 octobre 1974.*
- (11) *21 octobre 1975.*

- (12) *Le choix récent comme correspondant d'une journaliste du Devoir, Lise Bissonnette, en est une preuve, jusque là les correspondants étaient français et "couvraient" tout le Canada.*
- (13) *Des Français du Maroc ont envisagé de s'installer au Canada et une partie, d'ailleurs plus restreinte que prévue, du personnel du "France" a trouvé place dans l'hôtellerie de la "Belle Province".*
- (14) *Le Monde a consacré plusieurs de ces articles de première page au Québec (deux fois en 3 ans pour Pauline Julien... Les articles sur le reste du Canada sont rares et très souvent seulement touristiques... toujours les grands espaces.*
- (15) *25 octobre 1974.*
- (16) *Bulletin de l'étranger, 22 octobre 1974.*